

LES ÉVOLUTIONS SOCIO-ECONOMIQUES AU RWANDA ET AU BURUNDI: QUELLES PERSPECTIVES POUR LE DÉVELOPPEMENT ?

par An Ansoms

Abstract

Both Great Lakes countries have been confronted with violent crises that find their origin in the same explosive context of absolute and relative deprivation combined with socio-economic and ethnic problems. The duration of open violence however differs between both countries, as Rwanda has known a period of relative internal stability from 1995 onwards, while the violent disturbances in Burundi are spread over more than a decade and have continuously undermined all potential socio-economic accomplishment.

Further the reaction of the international community towards these politico-military crises fundamentally differed, reflected by the divergent degree of financial engagements and aid initiatives of which both countries could benefit. While Rwanda could use its financial 'genocide credit' to realise economic growth and to cover its deficits on both internal and external balances, Burundi was confronted with an embargo that was imposed from July 1996 until January 1999 and turned the country into an outcast for the international donor community.

The most recent economic realisations in terms of economic growth allow for some optimism for both countries. Moreover, Rwanda has entered the implementation phase of the Poverty Reduction Strategy Program, being an important access gate towards external funds and debt reduction. But also Burundi has engaged itself in the first phase of the Poverty Reduction Program by elaborating an interim PRSP document, which was followed beginning 2004 by the approval of the IMF to release substantial funds in the form of Poverty Reduction Growth Facilities. This positive evolution might be a first step for Burundi to catch up with other countries in terms of financial aid inflows.

Nevertheless, current accomplishments remain very fragile. In the case of Burundi, the current period of political transition is still accompanied by many risks. As peace and internal stability are prior conditions for socio-economic development and poverty reduction, all depends upon the success of this transition process. For Rwanda, socio-economic prospects seem more optimistic. However, there is a risk that current – mostly aid-dependent – economic growth is not underpinned by increasing productive capacity and would thus not be sustainable in the long run. Moreover the challenge remains to transform this growth into mechanisms that substantially improve the living conditions of the poor – after all, the ultimate goal of all economic development.

1. INTRODUCTION

Les contraintes, liées à la violence, sont omniprésentes dans le cadre des deux pays de la région des grands lacs. Les crises trouvent leur origine dans le même contexte de privation absolue et relative, combinée de problèmes socio-économiques et ethniques. Elles diffèrent seulement au niveau de la durée de la période de violence ouverte. La guerre au Rwanda fut une période très intense et coûteuse en termes de vies humaines mais plus brève en durée, tandis que le Burundi a souffert sous les effets d'une guerre civile prolongée. Aussi les problèmes structurels auxquels les deux pays sont confrontés sont comparables vu, le manque de terres, la surpopulation, les maigres possibilités de diversification en dehors du secteur primaire, et le

faible capacité de l'économie actuelle de créer ou d'attirer du capital humain ou financier. Bref, le Rwanda et le Burundi ont très peu d'atouts qui pourraient fonctionner comme moteurs de développement durable.

Mais bien que les contextes des deux pays soient donc assez comparables, l'évolution du «progrès» économique a suivi un parcours très divers. Le Rwanda a connu une période relativement calme depuis la fin de la guerre. En outre, ce pays a pu profiter d'un crédit de génocide provenant des bailleurs externes, qui l'aide à réaliser une croissance économique considérable. Le Burundi par contre a souffert des turbulences violentes régulières, tandis que sur le plan international un embargo entre juillet 1996 et janvier 1999 a en plus contribué à la marginalisation de ce pays. Même la signature de l'Accord d'Arusha n'a pas immédiatement calmé les crises violentes perturbantes parce que les rebelles continuaient leurs attaques. Toutefois, depuis 2001-2002, la situation interne est devenue relativement plus stable avec la transition du pouvoir de Pierre Buyoya à Domitien Dayizeye, à laquelle s'ajoute l'accord récemment conclu entre le gouvernement et la majorité des groupes de rebelles. Les effets stabilisants de ces accomplissements politiques ont permis une légère amélioration de la situation économique. Néanmoins la période de transition actuelle est toujours caractérisée par des tensions politico-militaires, de manière que toute réalisation sur le plan socio-économique reste toujours très fragile.

2. EVOLUTION SECTORIELLE

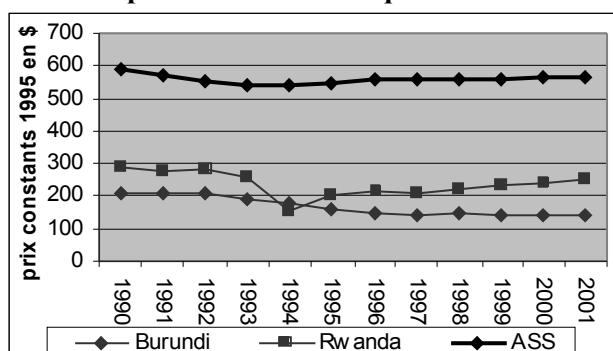
.2.1. Evolution du produit intérieur brut

Le PIB par tête ne reflète que les conditions de vie absolues de l'habitant moyen fictif sans tenir compte de la privation relative de certains groupes vulnérables. D'autre part cet indicateur permet des analyses comparatives dans le temps et dans l'espace, et dévoile ainsi clairement la différence entre l'évolution de la situation économique au Rwanda et au Burundi. En nous basant sur les chiffres de 1990 à 2001 de la Banque mondiale, les tendances des années '90 sont claires. La période de guerre et de violence est caractérisée par une tendance du revenu par tête généralement négative; le PIB de l'habitant rwandais a en outre connu une forte décroissance de 40% en 1994. Depuis lors, la production interne semble seulement graduellement se rétablir. En 2001, le PIB par tête n'a toujours pas atteint le niveau du début de la guerre civile en 1990, mais d'autre part la croissance économique semble assez sûre. Il est remarquable qu'au cours des années '90, le PIB rwandais par tête reste, malgré la guerre, nettement supérieur au revenu de l'habitant burundais (sauf en 1994). Le Burundi est confronté à une crise économique qui a commencé en 1992 et qui se prolonge au cours de la décennie qui suit, aggravant ainsi la privation du citoyen moyen burundais comparée à son voisin rwandais. Tandis qu'en 1990, le PIB par tête

du Burundi représentait encore 70,8% du même indicateur au Rwanda, ce pourcentage a régressé fortement vers 2001 et se situe à 55,6% du niveau de vie moyen rwandais.

La comparaison de la pauvreté en termes du PIB du Rwanda et du Burundi d'un part, avec les moyennes de l'Afrique subsaharienne entière de l'autre, est encore plus intéressante et flagrante. Le PIB burundais par habitant est quatre fois plus bas que le niveau de vie moyen de la région subsaharienne entière. Le Rwanda fait légèrement mieux car son PIB représente 44,7% du chiffre subsaharien. Vu la position déjà marginale de ce continent en termes économiques légitimes dans le contexte mondial, les chiffres du Rwanda et du Burundi sont d'autant plus inquiétants.

Evolution du PIB par habitant au Rwanda et Burundi en comparaison avec l'Afrique subsaharienne¹



Les données du Fonds monétaire international permettent d'analyser les tendances les plus récentes. La croissance du produit intérieur rwandais semble être assez sûre, une condition indispensable pour combattre efficacement la pauvreté, qu'on a formulée dans le Document stratégique de lutte contre la pauvreté (DSLPP) du Rwanda². En 2002 on envisageait d'atteindre une croissance de 7.3%, tandis que la croissance réalisée de 9.4% était encore plus considérable. La projection initiale de 6.1% pour 2003 était trop optimiste et a dû être révisée à un chiffre plus modeste. En général, la croissance exponentielle de la période juste après le conflit s'est maintenant stabilisée, mais le gouvernement et les bailleurs internationaux sont optimistes et misent sur une croissance annuelle de 6%. Néanmoins, il reste à voir si la croissance économique, jusqu'à maintenant fortement dépendante de l'aide externe, s'accompagne d'une expansion de la capacité productive interne; et est donc durable à long terme.

¹ Source: BANQUE MONDIALE, *Indicateurs du développement mondial*, Washington, Banque mondiale, 2003.

² MINECOFIN, *The Government of Rwanda Poverty Reduction Strategy Paper*, Kigali, Gouvernement du Rwanda, 2002.

L'évolution du PIB réel au Burundi est beaucoup moins stable vu que la réalisation d'une croissance considérable en 1998 est alternée par des contractions économiques durant les deux années suivantes. Ces fluctuations reflètent l'instabilité politique interne et l'alternance des périodes plus calmes avec des perturbations violentes. Grâce aux efforts de négociations, un accord de paix a été signé avec la plupart des parties rebelles en 2002, ce qui a relativement amélioré la sécurité au pays. Grâce à ce climat plus stable, combiné avec des conditions climatiques favorables, le produit interne a connu une croissance considérable de 4,5% dans cette année. Ce progrès reste néanmoins très incertain vu qu'en 2003 la croissance de 1,1% est fortement inférieur à l'année précédente. Ce résultat légèrement décevant peut être expliqué par le délai des pluies, ce qui a fortement limité la production provenant du secteur primaire. En plus, malgré l'accord récemment conclu, le sentiment d'insécurité persiste dû aux troubles internes qui continuent de perturber le pays, et fonctionnent ainsi comme facteur démotivant au niveau de l'activité économique.

Evolution et comparaison de la croissance réelle du PIB au Rwanda et au Burundi³

	1998	1999	2000	2001	2002 est.	2003 proj.	2004 proj.	2005 proj.
Rwanda								
PIB nominal	621,3	644,9	705,7	754,3	825,0	893,4	971,9	1057,1
Croissance du PIB réelle	8,9	7,6	6,0	6,7	9,4	3,2	6,0	6,0
Burundi								
PIB nominal	400,2	455,5	511,1	550,0	580,2	647,4		
Croissance du PIB réelle	4,8	-1,0	-0,9	2,1	4,5	1,1		

.2.2. Evolution des indicateurs d'épargne et d'investissements

La confiance dans l'économie des deux pays reste très restreinte, dont témoignent les indicateurs d'épargne et d'investissement, présentés dans le tableau suivant. Dans les deux pays l'épargne nationale atteint des niveaux positifs depuis les trois dernières années, mais les tendances restent faibles et les sorties d'argent continuent. De même, le manque d'attractivité du climat économique se traduit dans le pauvre volume d'investissements. Néanmoins, la situation au Rwanda est légèrement plus optimiste qu'au Burundi comme les investissements représentent autour de 20% en termes du PIB, tandis que ce pourcentage dépasse juste de 10% au Burundi. De plus, depuis 1998, la

³ Sources: FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, *Rwanda: First Review Under the Three-Year Arrangement Under the Poverty Reduction and Growth Facility and Request for Waiver of Performance Criteria*, IMF Country Report 03/192, Washington, FMI, 2003. – FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, *Burundi: Use of Fund Resources – Request for Post-Conflict Emergency Assistance*, IMF Country Report 03/135, Washington, FMI, 2003.

majorité des investissements au Rwanda proviennent des fonds privés tandis qu'au Burundi plus que la moitié est toujours issue des capitaux publics.

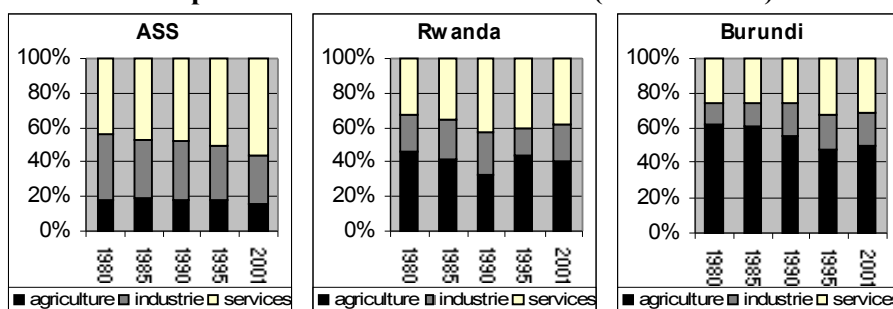
Indicateurs d'épargne et d'investissement au Rwanda et au Burundi

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Rwanda									
Epargne nationale brute (en % du PIB)	-3,7	-2,2	0,5	1,2	2,5	1,7	1,2	2,6	4,6
Investissement brut (en % du PIB)	13,8	14,8	17,2	17,5	18,4	18,8	19,9	20,0	20,7
Burundi									
Epargne nationale brute (en % du PIB)	-	1,9	2,4	-1,6	1,8	2,4	3,6	-	-
Investissement brut (en % du PIB)	-	9,5	8,5	8,4	8,6	8,1	11,7	-	-

.2.3. La structure sectorielle: dominance du secteur primaire

En comparant la structure sectorielle des économies concernées avec celle d'Afrique subsaharienne, les différences sont de nouveau remarquables. Tandis que dans les deux pays, environ 90% de la population vit ou plutôt survit des ressources provenant du secteur primaire, ce secteur représente seulement entre 40 et 50% du produit interne. Ce pourcentage est néanmoins largement supérieur à l'importance relative du secteur primaire en ASS, où le secteur agricole est le moins important en termes relatifs alors que le secteur de services participe pour plus que la moitié dans la création du PIB.

Comparaison structurelle sectorielle (en % du PIB) ⁴



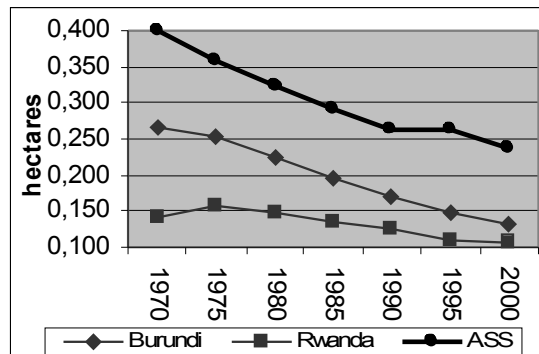
Les données provenant de la Banque mondiale (présentées dans les graphiques ci-dessus) diffèrent considérablement des chiffres du Fonds monétaire international (présentés dans les annexes statistiques). Néanmoins, les tendances sont claires. Suite à une chute considérable de l'importance relative de l'agriculture dans la création du PIB rwandais en 1990, suivie par de grandes fluctuations pendant la guerre, le secteur primaire semble

⁴ Source: BANQUE MONDIALE, *Indicateurs du développement mondial*, Washington, Banque mondiale, 2003.

récemment avoir rétabli son importance dans la création du produit interne. Au Burundi par contre, la contribution du secteur primaire à la création de la valeur ajoutée a diminué au long de la dernière décennie.

En général, les perspectives de croissance dans le secteur primaire sont limitées dans les deux pays. Mais surtout au Rwanda les signes sont nombreux que le développement agricole a atteint ses limites au niveau environnemental. Les contraintes principales sont le manque pertinent d'accessibilité des terres cultivables, combiné à l'épuisement continu des champs cultivés.

Terres cultivables: surface par personne ⁵



Au Rwanda, l'accès aux terres est devenu très limité; comme en 2000, on ne dispose que d'une moyenne de 0.106 hectares par personne, auquel il faut ajouter que la répartition de cette ressource naturelle devient de plus en plus inégale⁶. Au Burundi, la chute d'accessibilité de terres a été plus spectaculaire au cours des dernières décennies. Même si la disponibilité moyenne reste en dessus du niveau rwandais, les agriculteurs burundais éprouvent également de graves difficultés pour survivre de leur production agricole. Les habitants des deux pays sont clairement défavorisés en termes de disponibilité de terres par personne, en comparant leur situation avec les chiffres subsahariens. Néanmoins, le graphique montre clairement qu'également le continent subsaharien entier, qui autrefois jouissait d'une abondance de terres, est de plus en plus confronté aux problèmes de pénurie.

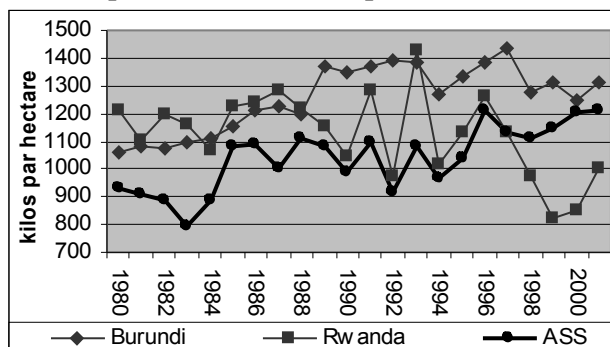
Vu le manque de terres, le Rwanda et le Burundi ont compensé ce problème par une productivité par hectare supérieure aux résultats moyens de l'ASS. Mais l'évolution récente de cet indicateur illustre plus clairement les limites du secteur agricole, surtout au Rwanda. Tandis que les récoltes par hectare du Burundi restent nettement supérieures à la moyenne subsaharienne,

⁵ Source: BANQUE MONDIALE, *Indicateurs du développement mondial*, Washington, Banque mondiale, 2003.

⁶ ANSOMS, A. & S. MARYSSE. *The evolution and characteristics of poverty and inequality in Rwanda*, Unpublished paper, 2004.

le Rwanda éprouve une forte chute après la guerre de manière que la productivité par hectare, malgré une amélioration récente, est tombée largement en dessous du niveau subsaharien.

Evolution de la récolte de céréales au Rwanda et au Burundi en comparaison avec l’Afrique subsaharienne⁷



Les graphiques présentés ci-dessus montrent largement les limites du développement rural avec les moyens techniques et la structure de production actuelle. Mais d’autre part, les chiffres de croissance du PIB dans les deux pays continuent de dépendre largement des réalisations dans ce secteur primaire. Les résultats de croissance décevants de 2003 sont largement dus aux conditions climatiques défavorables. Ensuite, les possibilités de diversification en dehors du secteur primaire sont restreintes. Les deux pays ont peu d’atouts économiques attrayants pour les investisseurs étrangers ou internes, auquel s’ajoutel’instabilité politique et militaire dans la région.

En plus, une stratégie de diversification en dehors du secteur agricole n’est pas sans danger. L’accès aux stratégies en dehors du secteur primaire est souvent limité aux groupes les plus aisés, tandis que le risque existe qu’il y aurait peu d’effets d’échange entre l’élite urbaine et les pauvres ruraux. Les privations relatives, menant à des frustrations et des sentiments d’éloignement, ont dans le passé intensifié les motifs de la haine et de la violence à la base. Surmonter la crise socio-économique actuelle est un problème extrêmement complexe dans le contexte des deux pays, où il faut peser dans quelle mesure on envisage le développement versus la lutte contre la pauvreté des groupes les plus vulnérables. Ces deux buts sont liés mais les politiques et les choix budgétaires ne sont pas nécessairement identiques.

3. EQUILIBRES INTERIEURS ET EXTERIEURS

⁷ Source: BANQUE MONDIALE, *Indicateurs du développement mondial*, Washington, Banque mondiale, 2003.

.3.1. Introduction

Le choc au Rwanda a été plus soudain et profond tandis que la crise burundaise s'est étendue sur une décennie complète, mais néanmoins ses effets sont aussi déstabilisants. Comme déjà plusieurs fois noté dans les annuaires précédents, la réaction de la communauté internationale à cette réalité a été très différente. Le Rwanda a pu profiter d'une attention prononcée qui lui a permis de s'inscrire dans les initiatives de l'aide des bailleurs, tandis que le Burundi restait relativement privé des flux financiers qui accompagnent ces programmes d'assistance. Ce n'est qu'en janvier 2004 le versement de fonds financiers sous forme de Facilités de réduction de la pauvreté et de croissance (FRPC) a été approuvé par le Fonds monétaire. Cette décision pourrait être un premier pas vers une véritable « réinsertion » du Burundi sur le plan international.

.3.2. Equilibres intérieurs

Suite au retard des pluies en 2003, le manque d'offre interne est à la base d'une grande volatilité des prix agricoles, de sorte que l'inflation⁸ de cette année dans les deux pays est beaucoup plus prononcée comparée à l'année précédente. Cette hausse des prix internes a détérioré les termes d'échange de ces deux pays sur le marché international. Néanmoins, en considérant l'évolution à plus long terme, les différences entre le Rwanda et le Burundi sont nettes.

L'inflation au Rwanda et au Burundi⁹

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
					est.	proj.	proj.	proj.
Inflation au Rwanda	6,8	-2,4	3,9	3,4	2,0	4,7	3,0	3,0
Inflation au Burundi	12,5	3,4	24,3	9,3	-1,4	9,9		

D'abord, le Rwanda arrive à contrôler le taux d'inflation, comme depuis 1998 les hausses de prix restent en dessous de 7% par an. Les projections actuelles de limiter la croissance des prix à 3% pourraient être un peu trop optimistes. Néanmoins le danger inflatoire ne pose pas de menace immédiatement étouffante à l'économie rwandaise à court terme.

Les tendances au Burundi, par contre, apparaissent comme beaucoup moins stables. Tandis qu'en 2002, on pouvait encore enregistrer une baisse

⁸ L'inflation est ici définie comme le pourcentage de changement des prix au consommateur (moyenne de la période).

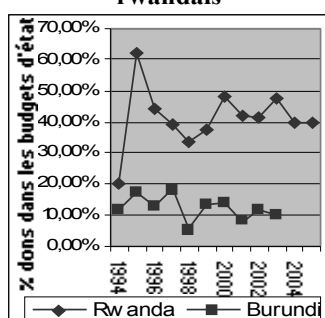
⁹ Sources: FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, *Rwanda: First Review Under the Three-Year Arrangement Under the Poverty Reduction and Growth Facility and Request for Waiver of Performance Criteria*, IMF Country Report 03/192, Washington, FMI, 2003. – FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, *Burundi: Use of Fund Resources – Request for Post-Conflict Emergency Assistance*, IMF Country Report 03/135, Washington, FMI, 2003.

nette des prix, les projections pour l'année 2003 prévoient une hausse de presque 10%. Bien que ce chiffre ne pose toujours pas de contrainte insurmontable, il est clair que les mouvements oscillatoires des dernières années ne sont pas une base stable pour un développement économique prévisible, contrôlable et manipulable.

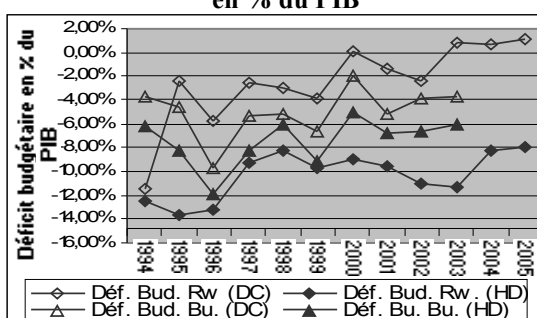
Au niveau budgétaire, le revenu hors dons externes du Burundi ne représente que 64% du Rwanda en 2002. En plus, entre 40 et 50% du budget total de l'Etat rwandais est financé par des dons des pays extérieurs tandis que le pourcentage de dons dans le budget total du Burundi balance seulement autour de 10%, ce qui s'ajoute à la moindre capacité budgétaire de ce pays.

Les budgets des Etats rwandais et burundais¹⁰

Evolution de la part des dons dans les budgets burundais et rwandais



Comparaison des déficits budgétaires hors dons (HD) et dons compris (DC) en % du PIB



Cette contrainte détermine les options des dépenses publiques: depuis 1994, le déficit budgétaire du Burundi hors dons représente entre 6 et 12 % du PIB. Les dons externes compensent en moyenne autour de 2% de ce déficit, de manière que le pays se trouve toujours devant un découvert considérable. Après que le déficit budgétaire s'est modéré en 2000, il a de nouveau cru en 2001, largement dû à une hausse des dépenses. Les perspectives de

¹⁰ Sources: FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, *Rwanda: First Review Under the Three-Year Arrangement Under the Poverty Reduction and Growth Facility and Request for Waiver of Performance Criteria*, IMF Country Report 03/192, Washington, FMI, 2003. – FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, *Rwanda: 2002 Article IV Consultation and Requests for a New Poverty Reduction and Growth Facility Arrangement and for Additional Interim Assistance Under the Enhanced Initiative for Heavily Indebted Poor Countries*, IMF Country Report 02/204, Washington, FMI, 2002. – FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, *Rwanda: Statistical Annex*, IMF Country Report 02/187, Washington, FMI, 2002. – FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, *Rwanda: Recent Economic Developments*, IMF Country Report no. 4, Washington, FMI, 2000. – FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, *Burundi: 2002 Article IV Consultation and Use of Fund Resources – Request for Post-Conflict Emergency Assistance*, IMF Country Report 02/242, Washington, FMI, 2002. – FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, *Burundi: Statistical Annex*, IMF Country Report 00/58, Washington, FMI, 2000.

l'évolution du déficit budgétaire sont légèrement plus optimistes pour les années suivantes mais le déficit reste néanmoins considérable.

Le Rwanda par contre peut se permettre de dépenser beaucoup plus, d'abord grâce à des ressources internes plus considérables qu'au Burundi. Mais le déficit budgétaire hors dons d'entre 8 et 14% du PIB, étant beaucoup plus prononcé comparé aux chiffres du Burundi, n'aboutit pas à une déstabilisation économique grâce aux fonds externes qui compensent entre 6 et 8% de ce déficit. L'importance relative de ces fonds extérieurs a encore cru les dernières années. Dès 2003, on espère même réaliser un surplus budgétaire, une réalisation qui ne serait qu'une illusion sans l'engagement prononcé des bailleurs externes.

Bien que le Rwanda soit donc confronté à un déficit (hors dons) largement supérieur à celui du Burundi, ce déséquilibre ne dégénère pas néanmoins vers une crise économique déstabilisante accompagnée de pressions inflationnistes et de la déchéance de la stabilité monétaire. La variation annuelle de la masse monétaire reste maîtrisable tandis que la vitesse de circulation est considérable mais plus ou moins constante. Au Burundi, l'évolution de la masse monétaire est plus instable vu les chiffres de variation annuelle largement divergents. Cependant, ce pays a pu maîtriser les indicateurs monétaires en 2003.

Quelques indicateurs monétaires¹¹

		1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Rwanda								
Masse monétaire	% variation annuelle de M2	47,5	4,8	6,8	14,5	8,8	12,4	8,0
	PIB/M2 (en %)	5,5	6,4	6,2	5,9	5,8	5,7	5,7
Burundi								
Masse monétaire	% variation annuelle de M2	10,4	0,1	45,5	4,3	15,0	28,5	14,0
	PIB/M2 (en %)	5,3	6,3	5,0	5,3	5,0	4,1	4,0

* M2 = M1 (billets, pièces, dépôts à vue auprès des banques commerciales, comptes de transactions) + dépôts d'épargne

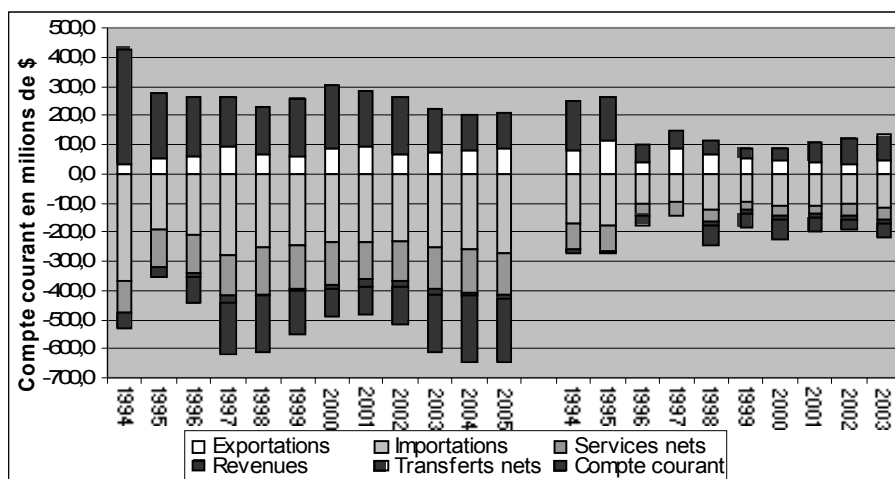
3.3. Equilibres extérieurs

La différence entre les deux pays se manifeste aussi au niveau des balances externes. Les dernières années, le Rwanda a réussi à limiter le poids du déficit de la balance commerciale grâce à une baisse des importations combinée à une hausse des exportations. Mais en 2002, la détérioration continue des termes d'échange des produits exportateurs s'est combinée d'une chute du volume des exportations. D'autant plus, les projections pour les

¹¹ Sources: FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, *Rwanda: First Review Under the Three-Year Arrangement Under the Poverty Reduction and Growth Facility and Request for Waiver of Performance Criteria*, IMF Country Report 03/192, Washington, FMI, 2003. – FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, *Burundi: 2002 Article IV Consultation and Use of Fund Resources – Request for Post-Conflict Emergency Assistance*, IMF Country Report 02/242, Washington, FMI, 2002. – FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, *Burundi: Statistical Annex*, IMF Country Report 00/58, Washington, FMI, 2000.

années 2003, 2004 et 2005 prédisent une croissance des importations relativement plus prononcée comparée à la relance attendue dans le secteur exportateur, de manière que le déséquilibre sur la balance commerciale se prononcera de nouveau de manière plus manifeste.

L'évolution de la balance courante au Rwanda et Burundi¹²



Au Burundi, la baisse des exportations depuis 1997 est inquiétante, tandis que l'importance des importations est très variable, ce qui résulte dans une évolution volatile du déficit commercial. En général, le déficit de la balance commerciale du Rwanda est largement plus prononcé qu'au Burundi. Cependant, le chiffre d'exportations du Burundi en 2003 n'équivaut qu'à deux tiers de celui du Rwanda. Mais la bonne performance du secteur exportateur rwandais en termes relatifs est un contrepoids d'importance limitée pour compenser le coût des larges volumes d'importations qui entrent au Rwanda et qui sont plus que le double des importations au Burundi.

Alors, les déficits commerciaux les plus larges de l'économie rwandaise sont compensés par l'engagement des bailleurs externes. Ainsi, la

¹² Sources: FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, *Rwanda: First Review Under the Three-Year Arrangement Under the Poverty Reduction and Growth Facility and Request for Waiver of Performance Criteria*, IMF Country Report 03/192, Washington, FMI, 2003. – FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, *Rwanda: 2002 Article IV Consultation and Requests for a New Poverty Reduction and Growth Facility Arrangement and for Additional Interim Assistance Under the Enhanced Initiative for Heavily Indebted Poor Countries*, IMF Country Report 02/204, Washington, FMI, 2002. – FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, *Burundi: Use of Fund Resources – Request for Post-Conflict Emergency Assistance*, IMF Country Report 03/135, Washington, FMI, 2003. – FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, *Burundi: Statistical Annex*, IMF Country Report 02/241, Washington, FMI, 2002. – FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, *Burundi: Statistical Annex*, IMF Country Report 00/58, Washington, FMI, 2000.

position privilégiée du Rwanda est de nouveau apparente au niveau de la balance globale, vu que les transferts et les prêts de la communauté internationale financent le déficit externe. Le Burundi ne peut appel que fort peu faire à cette source de fonds.

En 2001 et 2002, le Rwanda a même pu réaliser un surplus sur la balance des paiements, ce qui s'est traduit dans un accroissement considérable des réserves internationales brutes. Pour les années suivantes par contre, les prévisions semblent beaucoup moins optimistes: une décroissance des transferts prévus combinée d'une hausse des postes coûteux aboutiront à un déficit prononcé pour lequel on cherche toujours du financement externe.

Le Burundi éprouve déjà depuis plusieurs années l'effet d'un déficit sur la balance des paiements, qui est à la base d'une forte décroissance des réserves internationales. Vu qu'en 2001 ces provisions ne représentent que deux fois la valeur du volume d'importations, cet indicateur a atteint un niveau très inquiétant. Malgré une amélioration impressionnante au niveau des réserves internationales en 2002, cet effet est partiellement contrarié par l'évolution en baisse de 2003.

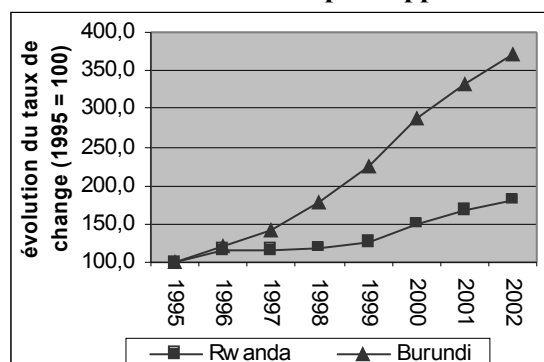
Les réserves internationales brutes au Rwanda et Burundi¹³

	Réserves	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Rwanda	Bruts (mio USD)	153,4	169,5	174,2	190,6	212,1	243,6	299,1
	en mois d'importations	4,0	4,6	4,7	5,4	5,8	6,3	7,4
Burundi	Bruts (mio USD)	117,3	70,5	49,2	39,4	23,6	59,8	52,9
	en mois d'importations	11,9	5,6	5,3	3,7	2,2	5,8	4,6

Vu les besoins internes de l'économie burundaise qui ne peut compter sur un financement externe considérable, le franc burundais a été déprécié à une vitesse plus considérable que la dépréciation de la monnaie nationale rwandaise. La monnaie burundaise en dollars, qui a perdu presque trois fois sa valeur entre 1995 et 2002, s'est dépréciée de 20,67% annuellement. Au Rwanda, la dépréciation moyenne autour de 8,87% par an est plus modeste.

¹³ FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, *Rwanda: First Review Under the Three-Year Arrangement Under the Poverty Reduction and Growth Facility and Request for Waiver of Performance Criteria*, IMF Country Report 03/192, Washington, FMI, 2003. – FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, *Burundi: Use of Fund Resources – Request for Post-Conflict Emergency Assistance*, IMF Country Report 03/135, Washington, FMI, 2003. – FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, *Burundi: Statistical Annex*, IMF Country Report 02/241, Washington, FMI, 2002.

Evolution du taux de change des monnaies nationales du Rwanda et du Burundi par rapport à l'USD¹⁴



4. L'AIDE

La privation relative du Burundi fin des années '90, déjà largement accentuée dans nos analyses précédentes, se traduit dans des chiffres d'aide remarquablement moins favorables comparés aux fonds reçus par le pays voisin. Au cours de la dernière décennie un décalage remarquable s'est produit. Au début des années '90, le Burundi était considérablement favorisé en termes d'aide comparé au Rwanda et recevait 36,4% en plus de fonds que la moyenne subsaharienne. Cependant l'aide par tête versée au Rwanda en 1994 a largement plus que doublé, comparé à la moyenne d'entre 1990 et 1993. Aussi au Burundi l'aide par habitant a cru, mais seulement de manière limitée.

Dès 1995, les deux pays ont connu une décroissance dans les engagements des bailleurs externes, mais alors que le taux burundais est tombé en dessous de la moyenne subsaharienne déjà décroissante, le Rwanda a réussi à se maintenir comme pays récipiendaire populaire dans le contexte subsaharien.

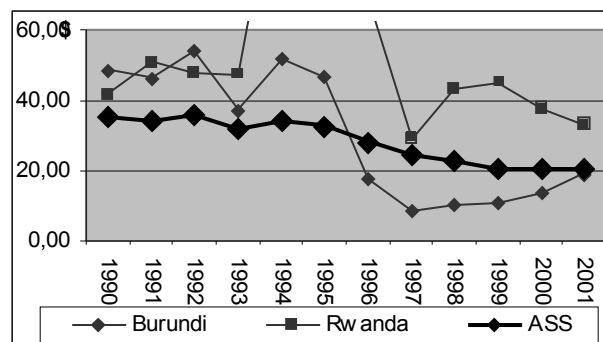
Vers la fin du millénaire, le Rwanda est toujours relativement privilégié, comparé au Burundi. Néanmoins, l'accroissement de l'aide au Burundi dès 1997 est une tendance qui ouvre des perspectives envers l'objectif de réinsertion dans les mécanismes d'aide. Mais surtout le fait que ce pays a fait les premiers pas vers l'élaboration d'un Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté est promouvant et est encouragé par le versement des

¹⁴ FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, *Rwanda: First Review Under the Three-Year Arrangement Under the Poverty Reduction and Growth Facility and Request for Waiver of Performance Criteria*, IMF Country Report 03/192, Washington, FMI, 2003. – FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, *Burundi: Use of Fund Resources – Request for Post-Conflict Emergency Assistance*, IMF Country Report 03/135, Washington, FMI, 2003. – FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, *Burundi: Statistical Annex*, IMF Country Report 02/241, Washington, FMI, 2002. – FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, *Burundi: Statistical Annex*, IMF Country Report 00/58, Washington, FMI, 2000.

fonds sous forme de FRPC, récemment approuvé par le Fonds monétaire en janvier 2004.

Il est remarquable que les bailleurs traditionnels aient été remplacés par une nouvelle communauté de bailleurs, surtout au Rwanda. Tandis qu'au début 1990, la Belgique, l'Allemagne et la France étaient les principaux donateurs, aujourd'hui les pays anglophones comme les Etats-Unis et le Royaume-Uni sont les nouveaux bienfaiteurs de ce pays. Sur le plan multilatéral, surtout la Communauté européenne et l'Association internationale de développement versent le plus de fonds donnés. Au Burundi, les fonds extérieurs proviennent surtout des Pays-Bas et de la Belgique sur le plan bilatéral, alors que presque la moitié de l'aide au développement directe est financée par la Commission européenne.

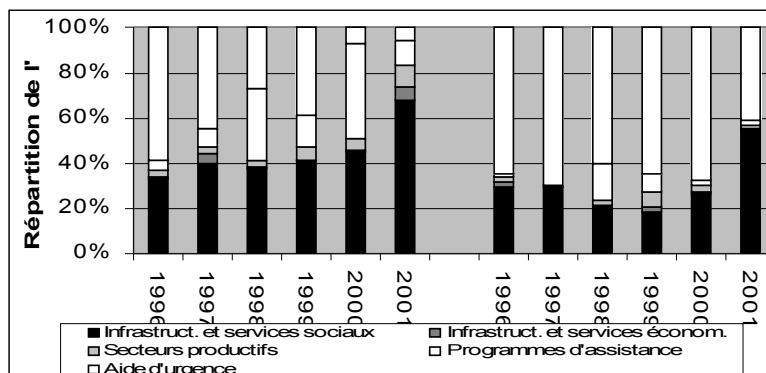
Evolution de l'aide officielle au développement par habitant au Rwanda et Burundi¹⁵



A côté des divergences au niveau du volume de l'aide, les principales priorités auxquelles ces fonds sont appliqués également, diffèrent, pour les deux pays. Au Rwanda, l'aide est de plus en plus investie dans les infrastructures et les services sociaux. En outre, entre 1998 et 2000, des fonds considérables furent investis dans des programmes d'assistance divers. Au Burundi, la situation instable exige surtout des investissements dans l'aide d'urgence. Néanmoins, l'appui financier au Burundi accordé aux infrastructures sociales a considérablement cru entre 2000 et 2001, tandis que l'importance relative de l'aide d'urgence est tombée en dessous de 50%. L'importance accrue des investissements dans le développement durable est de nouveau une évolution légèrement optimiste qui devrait se prolonger les années suivantes mais qui dépend largement des évolutions politiques.

La répartition sectorielle de l'aide au Rwanda et du Burundi

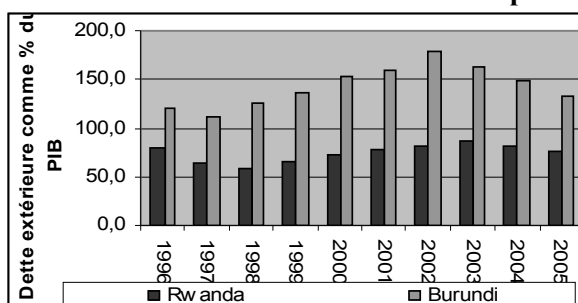
¹⁵ Source: BANQUE MONDIALE, *Indicateurs du développement mondial*, Washington, Banque mondiale, 2003.



5. EVOLUTION DE LA DETTE

Mise à part l'aide, le crédit externe est un moyen important de financer des besoins internes, vu que les possibilités d'emprunts à l'intérieur des pays sont très limitées. De nouveau, les tendances divergentes entre les deux pays sont incontestables. Le Burundi a vu ses fonds diminuer entre 1996 et 1998, mais profite depuis lors d'un accroissement après que l'embargo a été rompu en janvier 1999. Les bailleurs ont mis des fonds largement plus considérables à la disposition du Rwanda, ce qui a cependant fait accroître l'endettement de façon manifeste.

Evolution de la dette externe au Rwanda et Burundi par rapport au PIB¹⁶



Les projections pour les années suivantes prévoient un décroissement des dettes dans les deux pays. Le Rwanda profite largement de l'annulation ou du rééquilibrage des dettes suite à l'initiative de Pays pauvres très endettés

¹⁶ FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, *Rwanda: First Review Under the Three-Year Arrangement Under the Poverty Reduction and Growth Facility and Request for Waiver of Performance Criteria*, IMF Country Report 03/192, Washington, FMI, 2003. – FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, *Burundi: Use of Fund Resources – Request for Post-Conflict Emergency Assistance*, IMF Country Report 03/135, Washington, FMI, 2003. – FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, *Burundi: Statistical Annex*, IMF Country Report 02/241, Washington, FMI, 2002.

(PPTTE) à laquelle le Rwanda peut faire appel dans le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté. Le Burundi par contre ne peut toujours pas se voir appliquer aux programmes du PPTTE mais néanmoins estime recevoir la permission d'annuler certaines obligations. Pour ce pays, l'avancement dans le Programme de réduction de la pauvreté avec l'élaboration d'un Document stratégique de lutte contre la pauvreté définitif pourrait être accompagné d'une annulation de dettes beaucoup plus considérable, mais jusqu'aujourd'hui l'endettement reste donc une sérieuse restriction qui diminue fortement les possibilités de développement.

6. LA PAUVRETE

Dans les deux pays, plus de 4 sur 5 personnes tombent sous le seuil de pauvreté de 2 dollars par jour par adulte. Toutefois, les moindres possibilités financières burundaises comparées aux privilèges rwandais d'accès aux fonds externes et aux facilités liées au Programme de lutte contre la pauvreté, se traduisent dans des chiffres de pauvreté largement moins favorables. Tandis qu'au Rwanda, un pourcentage considérable de 38% de la population doit survivre avec moins d'un dollar par jour; une large majorité de la population burundaise est confrontée à ces mêmes conditions de vie défavorables.

Aussi les indicateurs d'éducation sont nettement moins positifs pour le Burundi. D'abord, deux sur trois adultes au Rwanda sont alphabétisés, tandis qu'au Burundi moins de la moitié de la population sait lire et écrire, un score largement en dessous de la moyenne subsaharienne de 62.4%. Le résultat positif au Rwanda est dû au taux de scolarisation considérable de 52%, qui est de 8 % plus élevé comparé à l'Afrique subsaharienne totale, et largement au dessus du pourcentage de scolarisation de 31% au Burundi.

L'espérance de vie de 38 ans au Rwanda est encore sous le niveau du Burundi; une différence qui reflète la perte de vies d'une grande partie de la population pendant le génocide. Les deux pays font nettement de piètres résultats comparés au contexte subsaharien total où l'habitant moyen atteint un âge de 46.5 ans. Au niveau d'autres indicateurs de santé, la situation au Rwanda est clairement meilleure qu'au Burundi. Cette différence peut être expliquée par le fait que les dépenses de santé au Rwanda sont plus que le double des investissements dans ce secteur au Burundi. D'abord, le taux de malnutrition au Burundi est aussi alarmant qu'en 2001, 69% de la population souffre de sous-alimentation, une détérioration de 3% comparé au niveau de 2000, et un résultat nettement moins favorable qu'au Rwanda. Dans ce dernier pays, 40% de la population souffre de malnutrition, néanmoins toujours relativement en dessus des 33% de malnutrition en Afrique subsaharienne. Au niveau de la mortalité infantile, le Rwanda fait mieux que la moyenne subsaharienne, tandis que le Burundi fait clairement pire. La malnutrition des enfants est beaucoup plus prononcée dans ce dernier pays: 45% des enfants souffrent d'une insuffisance pondérale, tandis que plus que la moitié

connaissent un retard de croissance. Au Rwanda, ces mêmes problèmes existent mais sont moins nombreux.

La pauvreté au Rwanda et au Burundi: quelques indicateurs¹⁷

	Rwanda	Burundi	ASS
Population en dessous du seuil de pauvreté monétaire			
1\$ par jour (1990-2001)	37.7%	59.4%	..
2\$ par jour (1990-2001)	84.6%	89.2%	..
Taux d'alphabétisation des adultes (% de la pop. de 15 ans et plus) – 2001	68.0%	49.2%	62.4%
Taux de scolarisation combiné – 2000-2001	52%	31%	44%
Espérance de vie à la naissance – 2001	38.2	40.4	46.5
Dépenses de santé par habitant (en \$ PPA) – 2000	40	16	..
Personnes souffrant de malnutrition (% de la pop. totale)	40%	69%	33%
Taux de mortalité (sur 1000 naissances vivantes)			
infantile	96	114	107
des enfants de moins de 5 ans	183	190	172
Enfants souffrant de			
insuffisance pondérale	24%	45%	..
retard de croissance	43%	57%	..
Enfants d'un an affectivement vaccinés contre			
la tuberculose	74%	84%	73%
la rougeole	78%	75%	58%

7. CONCLUSION

Les deux pays des grands lacs ont été confrontés à des crises violentes fondées dans le même contexte explosif de privation absolue et relative combinée avec des problèmes sociopolitiques et ethniques. Mais même si les cycles de violence dans les deux pays sont comparables en termes de vies humaines, le déroulement de ces explosions violentes a été différent. Après le génocide en 1994, la stabilité interne au Rwanda a plus ou moins été rétablie, tandis qu'au Burundi les perturbations violentes entre le gouvernement et les différents groupes rebelles ont continué à déstabiliser le pays au cours d'une période beaucoup plus prolongée. La différence en durée de la présence de violence ouverte certainement explique partiellement les divergences dans le développement économique du Rwanda et du Burundi.

En plus, la réaction de la communauté internationale à ces crises politico-militaires a été fondamentalement différente, un facteur qui a joué un rôle déterminant dans la divergence entre la performance économique des deux pays. Dès 1994, le Rwanda a pu profiter d'un crédit de génocide considérable qui lui permet de générer une forte croissance et qui comble des déficits prononcés sur la balance interne et externe qui autrement auraient sapé tout accomplissement économique. Au Burundi par contre, un embargo suite à la prise du pouvoir de Pierre Buyoya a isolé le pays sur le plan

¹⁷ PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT, *Rapport de Développement Humain 2003*, PNUD, 2003.

international entre 1996 et 1999, et a ainsi fortement limité les opportunités de développement économique.

Les réalisations économiques récentes des deux pays permettent un léger optimisme. D'abord, le Rwanda est dans la phase d'implémentation du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté, un programme lancé par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale qui est une porte d'accès aux mécanismes d'aide. Le pays peut ainsi profiter des engagements financiers des bailleurs internationaux et d'un rééchelonnement des dettes. Même si l'émission des fonds tarde et que des réalisations concrètes au niveau de la réduction de pauvreté traînent, il est néanmoins clair que les résultats économiques sont largement dus à l'aide externe existante. Au Burundi, les négociations et les accords entre le gouvernement et les groupes rebelles pourraient aboutir à un contexte plus stable et sûr. Même un certain degré de sécurité pourrait déjà fortement améliorer les perspectives économiques, mais la situation de transition actuelle reste toujours très fragile. Ensuite, l'élaboration d'un Document intérimaire de lutte contre la pauvreté montre l'engagement du Burundi à s'engager dans les premières étapes du Programme de réduction de la pauvreté. Suite à cet engagement, le FMI a approuvé le versement de fonds financiers sous forme de Facilités de réduction de la pauvreté et de croissance (FRPC). Cette évolution positive pourrait être un premier pas envers une véritable « réinsertion » du pays sur le plan international.

Néanmoins, on peut se demander dans quelle mesure un développement économique des deux pays qui dépend ou dépendrait largement ou presque uniquement sur des fonds externes, sera soutenable à long terme. Le danger existe que la croissance est dans quelque sorte 'fictif' quand elle n'est pas soutenue par un accroissement considérable de la capacité productive réelle. De plus, il reste à voir si cette croissance aboutira finalement à une amélioration réelle de la situation de vie des pauvres; après tout c'est le défi ultime de tout développement économique.

Anvers, avril 2004